

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt, en uiterlijk op 1 juli 2019.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,
Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1311 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.

Bespreking

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202459]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne en vue d'accorder les effets pécuniaires de certaines promotions aux membres du personnel contractuel et de leur rendre applicable le régime de la promotion par accession au niveau supérieur

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017 fixant le statut des agents scientifiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 juin 2018;

Vu le rapport du 28 mai 2018 établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n° 743 du Comité de secteur XVI, conclu le 22 février 2019;

Vu l'avis n° 65.532/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés des 18 octobre 2012, 15 mai 2014, 21 avril 2016 et 21 juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 56. § 1^{er}. Est promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles A5/2, A5/1, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de quinze ans;

2° justifier d'une évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Est promu par avancement d'échelle de traitements à l'échelle A5/2bis ou A5/1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de vingt-cinq ans, ou de seize ans si l'agent a été promu en application du paragraphe 5, alinéa 1^{er};

2° compter une ancienneté d'échelle de traitements dans les échelles A5/2 ou A5/1 de dix ans;

3° justifier d'une évaluation favorable;

4° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Pour les promotions par avancement d'échelle de traitements aux échelles A5/2bis et A5/1bis, l'ancienneté d'échelle de traitements acquise dans les anciennes échelles A5S et A5 est assimilée à l'ancienneté d'échelle de traitements acquise respectivement dans les échelles A5/2 et A5/1.

§ 2. Est promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles B1/2bis ou B1/1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de vingt-cinq ans ou de seize ans si l'agent a été promu en application de l'article 49, § 2, alinéa 1^{er};

2° compter une ancienneté de rang de dix ans;

3° justifier d'une évaluation favorable;

4° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

§ 3. Est promu par avancement d'échelle de traitements à l'échelle de traitements C1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de dix ans;

2° justifier d'une évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

§ 4. Est promu par avancement d'échelle de traitements à l'échelle D1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de dix ans;

2° justifier d'une évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

§ 5. Peut être promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles A5/2, A5/1, C1bis ou D1bis l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de six ans;

2° justifier de l'évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;

4° être titulaire d'un certificat de validation des compétences pour l'échelle et le métier concernés.

Peut être promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles B1/2bis ou B1/1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de vingt-et-un ans ou de douze ans si l'agent a été promu en application de l'article 49, § 2, alinéa 1^{er} ;

2° compter une ancienneté de rang de six ans;

3° justifier de l'évaluation favorable;

4° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;

5° être titulaire d'un certificat de validation des compétences pour l'échelle et le métier concernés.

La promotion est accordée une fois par an aux agents, sans qu'ils aient à faire acte de candidature, par le secrétaire général, sur proposition du comité de direction concerné, dans le respect du nombre de promotions dans le niveau prévu pour l'année en cours par le plan de personnel. La promotion ne peut être refusée que pour cause d'illégalité de la proposition. ».

Art. 2. A l'article 220 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « de recrutement, » sont insérés entre les mots « l'ancienneté de rang » et les mots « les services effectifs »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « de recrutement, » sont insérés entre les mots « l'ancienneté de rang » et les mots « les services effectifs »;

3° le paragraphe 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application des articles 49 et 56, constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de rang dans le rang B2, C2 ou D2, les services effectifs que l'agent a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire dans un rang au moins équivalent auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté. »;

4° dans le paragraphe 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Pour l'application des articles 49 et 56, constituent également des services admissibles :

1° pour le calcul de l'ancienneté de rang dans le rang A6, B3, C3 ou D3, les services effectifs que l'agent a accomplis à titre contractuel et sans interruption volontaire dans un niveau au moins équivalent à son niveau de recrutement auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté;

2° pour le calcul de l'ancienneté de rang dans le rang B2, C2 ou D2, les services effectifs que l'agent a accomplis à titre contractuel et sans interruption volontaire en bénéficiant de l'échelle de traitements correspondante auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté. »;

5° il est inséré un paragraphe *3bis*, rédigé comme suit :

« § *3bis*. Pour l'application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté d'échelle dans l'échelle de traitements A5/2 ou A5/1 :

1° les services effectifs que l'agent a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire en bénéficiant d'une échelle de traitements au moins équivalente auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté;

2° les services effectifs que l'agent a accomplis à titre contractuel et sans interruption volontaire en bénéficiant d'une échelle de traitements au moins équivalente auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté. ».

Art. 3. Dans l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, l'alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du personnel contractuel bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents statutaires, des effets pécuniaires des promotions visées aux articles 49 et 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article *8bis*, rédigé comme suit :

« Art. *8bis*. § 1^{er}. Les contractuels engagés à temps plein à durée indéterminée, à l'exclusion du personnel contractuel engagé en remplacement d'agents absents ou dans l'attente de l'arrivée d'un statutaire dans leur emploi, bénéficient, dans les mêmes conditions que les statutaires, de la promotion par accession à un niveau supérieur visée aux articles 57 et 58 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

§ 2. Par dérogation à l'article 57, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, la promotion par accession au niveau supérieur ne constitue pas une nomination.

Par dérogation à l'article 57, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, un nouveau contrat de travail est conclu, sur proposition du comité de direction concerné, au plus tard dans les douze mois de la date du procès-verbal qui clôture le concours.

Par dérogation à l'article 57, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, la promotion par accession au niveau supérieur produit ses effets le premier jour du mois qui suit la conclusion du contrat. ».

Art. 5. A l'article 12, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mars 2012 et 27 octobre 2016, les mots « contractuels engagés à durée indéterminée, à l'exclusion du personnel contractuel engagé en remplacement d'agents absents ou dans l'attente de l'arrivée d'un agent statutaire dans leur emploi » sont remplacés par les mots « membres du personnel contractuel »;

2° l'alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« L'entrée en service emporte première évaluation favorable du membre du personnel contractuel. ».

Art. 6. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017 fixant le statut des agents scientifiques, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, les membres du personnel scientifique contractuel dont le traitement découle de l'application de l'échelle de traitements A6Sc ou A5Sc bénéficient respectivement, dans les mêmes conditions que les agents scientifiques, des effets pécuniaires de la promotion visée aux articles 300, § 1^{er}, et 301, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202459]

4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst, mit dem Ziel, den Vertragspersonalmitgliedern die finanziellen Auswirkungen bestimmter Beförderungen zu gewähren und die Beförderung durch Aufsteigen in die höhere Stufe auf sie anzuwenden

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 zur Festlegung des Statuts der wissenschaftlichen Bediensteten;

Aufgrund der am 4. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 7. Juni 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. Juni 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 28. Mai 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 22. Februar 2019 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 743 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 28. März 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 65.532/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 56 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch die Erlasse vom 18. Oktober 2012, 15. Mai 2014, 21. April 2016 und 21. Juli 2016 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 56 - § 1. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Stufen A5/2, A5/1 befördert werden:

1° ein Dienstalder von fünfzehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;

2° eine günstige Beurteilung nachweisen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Stufen A5/2*bis* oder A5/1*bis* befördert werden:

1° ein Dienstalder von fünfundzwanzig Jahren in dieser Stufe aufweisen oder von sechzehn Jahren, falls der Bedienstete in Anwendung von Paragraph 5 Absatz 1 befördert worden ist;

2° ein Dienstalder in der Gehaltstabelle von zehn Jahren in den Gehaltstabellen A5/2 oder A5/1 aufweisen;

3° eine günstige Beurteilung nachweisen;

4° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Für die Beförderungen durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Gehaltstabellen A5/2*bis* und A5/1*bis* wird das Dienstalder in der Gehaltstabelle, das in den ehemaligen Gehaltstabellen A55 und A5 erlangt wurde, dem in den Gehaltstabellen A5/2 bzw. A5/1 erlangten Dienstalder in der Gehaltstabelle gleichgestellt.

§ 2. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Stufen B1/2*bis* oder B1/1*bis* befördert werden:

1° ein Dienstalder von fünfundzwanzig Jahren in dieser Stufe aufweisen oder von sechzehn Jahren, falls der Bedienstete in Anwendung von Artikel 49 § 2 Absatz 1 befördert worden ist;

2° ein Dienstalder von zehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;

3° eine günstige Beurteilung nachweisen;

4° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

§ 3. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Gehaltstabelle C1*bis* befördert:

1° ein Dienstalder von zehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;

2° eine günstige Beurteilung nachweisen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

§ 4. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Gehaltstabelle D1*bis* befördert:

1° ein Dienstalder von zehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;

2° eine günstige Beurteilung nachweisen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

§ 5. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Gehaltstabellen A5/2, A5/1, C1*bis* oder D1*bis* befördert werden:

1° ein Dienstalder von sechs Jahren im betreffenden Dienstrang haben;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

4° Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für die betreffende Gehaltstabelle und den betreffenden Beruf sein.

Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Gehaltstabellen B1/2*bis* oder B1/1*bis* befördert werden:

1° ein Dienstalder von einundzwanzig Jahren in dieser Stufe aufweisen oder von zwölf Jahren, falls der Bedienstete in Anwendung von Artikel 49 § 2 Absatz 1 befördert worden ist;

2° ein Dienstalder von sechs Jahren im betreffenden Dienstrang haben;

3° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

4° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

5° Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für die betreffende Gehaltstabelle und den betreffenden Beruf sein.

Die Beförderung wird den Bediensteten einmal im Jahr durch den Generalsekretär auf Vorschlag des betreffenden Direktionsausschusses, gewährt, ohne dass sie sich bewerben müssen, dies unter Einhaltung der Anzahl Beförderungen, die für das laufende Jahr im Personalplan vorgesehen ist. Die Beförderung kann nur im Falle, wo der Vorschlag illegal ist, verweigert werden.“.

Art. 2 - In Artikel 220 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 2 Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "bei der Anwerbung" zwischen die Wortfolge "Dienstalters im Rang" und die Wortfolge "werden die Dienste anerkannt" eingefügt;

2° In Paragraph 2 Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "bei der Anwerbung" zwischen die Wortfolge "Dienstalters im Rang" und die Wortfolge "werden ebenfalls die Dienste anerkannt" eingefügt;

3° Paragraph 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die Anwendung der Artikel 49 und 56 werden bei der Berechnung des Dienstalters im Rang für die Ränge B2, C2 oder D2 ebenfalls die Dienste anerkannt, die der Bedienstete in seiner Eigenschaft als statutarisches Personalmitglied und ohne freiwillige Unterbrechung in einem mindestens gleichwertigen Rang effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal vorliegendem Erlass unterliegt, geleistet hat.“;

4° In Paragraph 3, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

" § 3. Für die Anwendung der Artikel 49 und 56 werden ebenfalls folgende Dienste anerkannt:

1° Für die Berechnung des Dienstalters im Rang für die Ränge A6, B3, C3 oder D3 die Dienste, die der Bedienstete als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal vorliegendem Erlass unterliegt, in einer Dienststufe geleistet hat, die wenigstens seiner Dienststufe bei der Anwerbung entspricht;

2° Für die Berechnung des Dienstalters im Rang für die Ränge B2, C2 oder D2 die Dienste, die der Bedienstete als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal vorliegendem Erlass unterliegt, geleistet hat, wobei ihm die entsprechende Gehaltstabelle gewährt wurde.“;

5° Ein Paragraph *3bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

" § *3bis*. Für die Anwendung von Artikel 56 § 1 Absatz 2 werden bei der Berechnung des Dienstalters in der Gehaltstabelle der Gehaltstabellen A5/2 oder A5/1 ebenfalls folgende Dienste anerkannt:

1° die Dienste, die der Bedienstete als statutarisches Personalmitglied und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal vorliegendem Erlass unterliegt, geleistet hat, wobei ihm eine zumindest gleichwertige Gehaltstabelle gewährt wurde;

2° die Dienste, die der Bedienstete als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal vorliegendem Erlass unterliegt, geleistet hat, wobei ihm eine zumindest gleichwertige Gehaltstabelle gewährt wurde.“.

Art. 3 - In Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder wird Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016, durch Folgendes ersetzt:

"Die Mitglieder des Vertragspersonals haben unter denselben Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten Anspruch auf die finanziellen Auswirkungen der in den Artikeln 49 und 56 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Beförderungen.“.

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *8bis* - § 1. Die Mitglieder des Vertragspersonals, die im Rahmen einer Vollzeitbeschäftigung auf unbestimmte Zeit eingestellt worden sind, mit Ausnahme der Mitglieder des Vertragspersonals, die um abwesende Bedienstete zu ersetzen oder in Erwartung der Einstellung eines statutarischen Personalmitglieds in ihrer Stelle eingestellt wurden, haben unter denselben Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten Anspruch auf die in den Artikeln 57 und 58 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte Beförderung durch Aufsteigen in die höhere Stufe.

§ 2. In Abweichung von Artikel 57 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes stellt die Beförderung durch Aufsteigen in die höhere Stufe keine Ernennung dar.

In Abweichung von Artikel 57 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird auf Vorschlag des betreffenden Direktionsausschusses spätestens innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum des Protokolls, das das Wettbewerbsverfahren abschließt, ein neuer Arbeitsvertrag abgeschlossen.

In Abweichung von Artikel 57 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird die Beförderung durch Aufsteigen in die höhere Stufe am ersten Tag des Monats nach dem Vertragsabschluss wirksam.“.

Art. 5 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und vom 27. Oktober 2016 wird die Wortfolge "die auf unbestimmte Zeit eingestellten Mitglieder des Vertragspersonals, mit Ausnahme der Mitglieder des Vertragspersonals, die um abwesende Bedienstete zu ersetzen oder in Erwartung der Einstellung eines statutarischen Personalmitglieds in ihrer Stelle eingestellt wurden" durch die Wortfolge "die Mitglieder des Vertragspersonals" ersetzt;

2° Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Dienstantritt setzt eine erste günstige Bewertung des Mitglieds des Vertragspersonals voraus."

Art. 6 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 zur Festlegung des Statuts der wissenschaftlichen Bediensteten wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. In Abweichung von Artikel 8 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder gelangen die Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals, deren Entlohnung von der Anwendung der Gehaltstabellen A6Sc oder A5Sc abgeleitet wird, jeweils unter denselben Bedingungen wie die wissenschaftlichen Bediensteten in den Genuss der finanziellen Auswirkungen der Beförderung nach Artikel 300 § 1 und Artikel 301 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes."

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 8 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202459]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten om de geldelijke gevolgen van sommige bevorderingen toe te kennen aan de contractuele personeelsleden en de regeling inzake de bevordering door overgang naar het hogere niveau op hen van toepassing te maken.

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017 tot vaststelling van het statuut van de wetenschappelijke personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juni 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juni 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 juni 2018;

Gelet op het rapport van 28 mei 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 743 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 22 februari 2019;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 65.532/4, gegeven op 28 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 56 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij de besluiten van 18 oktober 2012, 15 mei 2014, 21 april 2016 en 21 juli 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 56. § 1. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschalen A5/2 en A5/1 :

1° vijftien jaar ranganciënniteit hebben;

2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschaal A5/2*bis* of A5/1*bis* :

1° vijftieng jaar niveau-anciënniteit hebben, of zestien jaar als de ambtenaar bevorderd is overeenkomstig paragraaf 5, lid 1;

2° tien jaar weddeschaalanciënniteit hebben in de weddeschalen A5/2 of A5/1;

3° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

4° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

Voor de bevorderingen door verhoging in weddeschaal tot de weddeschalen A5/2*bis* en A5/1*bis*, wordt de weddeschaalanciënniteit verworven in de voormalige weddeschalen A55 en A5 gelijkgesteld met de weddeschaalanciënniteit verworven respectievelijk in de weddeschalen A5/2 en A5/1.

§ 2. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschalen B1/2*bis* en B1/1*bis* :

1° vijftieng jaar niveau-anciënniteit hebben, of zestien jaar als de ambtenaar bevorderd is overeenkomstig paragraaf 49, § 2, lid 1;

2° tien jaar ranganciënniteit hebben;

3° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

4° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

§ 3. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschaal C1*bis* :

1° tien jaar ranganciënniteit hebben;

2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

§ 4. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschaal D1*bis* :

1° tien jaar ranganciënniteit hebben;

2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

§ 5. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, kan bevorderd worden door verhoging in weddeschaal tot de weddeschalen A5/2, A5/1, C1*bis* of D1*bis* :

1° zes jaar ranganciënniteit hebben;

2° aantonen dat de evaluatie positief is;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;

4° houder zijn van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden voor de betrokken weddeschaal en het betrokken beroep.

De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschalen B1/2*bis* en B1/1*bis* :

1° ééntwintig jaar niveau-anciënniteit hebben, of twaalf jaar als de ambtenaar bevorderd is overeenkomstig paragraaf 49, § 2, lid 1;

2° zes jaar ranganciënniteit hebben;

3° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

4° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;

5° houder zijn van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden voor de betrokken weddeschaal en het betrokken beroep.

De bevordering wordt één keer per jaar toegekend aan de ambtenaren zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen, door de secretaris-generaal, op voorstel van het betrokken directiecomité met inachtneming van het aantal bevorderingen in het niveau voorzien voor het lopende jaar in het personeelsplan. De bevordering mag enkel wegens onwettigheid van het voorstel geweigerd worden.”

Art. 2. In artikel 220 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, lid 1, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord “graadanciënniteit” vervangen door de woorden “ranganciënniteit bij de aanwerving”;

2° in paragraaf 2, lid 2, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord “graadanciënniteit” vervangen door de woorden “ranganciënniteit bij de aanwerving”;

3° paragraaf 2, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“Voor de toepassing van de artikelen 49 en 56 vormen de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar bij de diensten van de Waalse Regering of de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel onder huidig besluit valt, vervuld heeft als vastbenoemde en zonder vrijwillige onderbreking in een minstens gelijkwaardige rang, toelaatbare diensten voor de berekening van de ranganciënniteit in de rangen B2, C2 of D2.”;

4° in paragraaf 3, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, wordt lid 1 vervangen als volgt:

“ § 3. Voor de toepassing van de artikelen 49 en 56 vormen eveneens toelaatbare diensten :

1° voor de berekening van de ranganciënniteit in rang A6, B3, C3 of D3, de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar als contractueel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht in een niveau minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsniveau, bij de diensten van de Waalse Regering of in de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel aan dit besluit is onderworpen;

2° voor de berekening van de ranganciënniteit in rang B2, C2 of D2, de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar als contractueel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht onder de dienovereenkomstige weddeschaal bij de diensten van de Waalse Regering of in de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel aan dit besluit is onderworpen.”;

5° er wordt een paragraaf *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

” § *3bis*. Voor de toepassing van artikel 56, § 1, lid 2, vormen eveneens toelaatbare diensten voor de berekening van de weddeschaalanciënniteit in de weddeschaal A5/2 of A5/1:

1° de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar als vastbenoemde en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht onder minstens een gelijkwaardige weddeschaal bij de diensten van de Waalse Regering of in de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel aan dit besluit is onderworpen;

2° de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar als contractueel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht onder minstens een gelijkwaardige weddeschaal bij de diensten van de Waalse Regering of in de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel aan dit besluit is onderworpen.”.

Art. 3. In artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

”De contractuele personeelsleden genieten, in dezelfde voorwaarden als de vastbenoemde ambtenaren, de geldelijke gevolgen van bevorderingen bedoeld in de artikelen 49 en 56 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.”.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *8bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

”Art. *8bis*. § 1. De voltijds, voor een onbepaalde duur in dienst genomen contractuele personeelsleden, onder uitsluiting van het contractueel personeel, in dienst genomen ter vervanging van afwezige ambtenaren of in afwachting van een in hun betrekking vastbenoemde ambtenaar, komen, in dezelfde voorwaarden als de vastbenoemde ambtenaren, in aanmerking voor de bevordering door overgang naar een hoger niveau als bedoeld in de artikelen 57 en 58 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

§ 2. In afwijking van artikel 57, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, vormt de benoeming door overgang naar het hogere niveau geen benoeming.

In afwijking van artikel 57, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, wordt op voorstel van het betrokken directiecomité uiterlijk binnen de twaalf maanden na de datum van het proces-verbaal ter afsluiting van het vergelijkend examen een nieuwe arbeidsovereenkomst gesloten.

In afwijking van artikel 57, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, heeft de bevordering door overgang naar het hogere niveau uitwerking de eerste dag van de maand volgend op het sluiten van de arbeidsovereenkomst.”.

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en 27 oktober 2016, worden de woorden ”de contractuelen die voor onbepaalde duur in dienst genomen worden, behoudens het contractuele personeel in dienst genomen ter vervanging van afwezige personeelsleden of in afwachting van een statutaire aanwerving in hun betrekking ” vervangen door de woorden ” contractuele personeelsleden ”;

2° lid 2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016, wordt vervangen als volgt:

« De indienstneming heeft de eerste positieve evaluatie van het contractuele personeelslid tot gevolg.”.

Art. 6. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017 tot vaststelling van het statuut van de wetenschappelijke personeelsleden wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

« § 2. In afwijking van artikel 8, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden genieten de contractuele wetenschappelijke personeelsleden wier wedde voortvloeit uit de toepassing van weddeschaal A6Sc of A5Sc respectievelijk, in dezelfde voorwaarden als de wetenschappelijke ambtenaren, de geldelijke gevolgen van de bevordering bedoeld in de artikelen 300, § 1, en 301, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. ».

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI